

• D'après le Voka, le Belge est très mal servi par rapport aux impôts qu'il paie.

• Le patronat flamand remet en cause le manque d'efficacité des autorités belges.

• Selon le professeur Hindriks, l'étude ne tient pas suffisamment compte des soins de santé et des pensions.

Vos impôts sont-ils mal utilisés ?

Voka: "Le Belge paie trop d'impôts et ne reçoit pas assez de services en retour"

Bis repetita. L'année dernière le Voka, le patronat flamand, l'avait déjà affirmé haut et fort: le Belge paie trop d'impôts et de taxes par rapport aux services qu'il reçoit en retour des autorités. Pour ses vœux à la presse, le patronat flamand retape sur le clou. D'après son classement annuel, la Belgique se classe au 20^e rang (sur 24 pays étudiés) des pays les plus mal lotis en la matière. Soit à la même place que l'année dernière. "Cette étude comparative montre que beaucoup de pays européens qui ont une pression fiscale semblable à celle que nous connaissons en Belgique font beaucoup plus pour leurs citoyens, explique l'économiste en chef du Voka, Stijn Decock. A côté de cela, il y a beaucoup de pays européens qui perçoivent moins d'impôt, tout en faisant autant pour les citoyens."

Comment le Voka en arrive à cette conclusion et est-elle fiable? Le patronat flamand a divisé son étude en trois parties. Il y a tout d'abord la partie nommée "Votre argent". Le Voka a ainsi calculé ce que chaque Etat dépensait par rapport à son Produit intérieur brut (PIB) total. A ce niveau, la Belgique reste l'un des pays les plus dépensier avec un pourcentage de 55%. Seuls le Danemark, la Finlande et la France font mieux (voir infographie ci-contre). De l'autre côté du classement, on retrouve l'Estonie, la Slovaquie et la Suisse (33%).

Il y a un lien entre ce que l'Etat dépense et ce que paie le citoyen belge comme impôt. "Mais nous avons décidé de prendre, cette année, le critère des dépenses par rapport au PIB plutôt que le taux d'imposition qui avait été contesté", explique Stijn Decock.

D'après l'auteur de l'étude, le Belge paie donc beaucoup d'impôt par rapport à ses collègues européens. Mais que reçoit-il en retour? Pas assez, selon l'organisation patronale qui a pris en compte 47 indicateurs considérés comme clés pour juger le bien-être des citoyens d'un pays. C'est la deuxième partie de l'étude. Ces indicateurs vont du microéconomique (le nombre de jours nécessaires pour lancer une entreprise) à l'enseignement (les résultats au test Pisa) en passant par la santé.

La faiblesse du marché du travail

La faiblesse de l'étude repose sans doute dans le choix de certains indicateurs. Exemple? Dans le chapitre "Capital social", on retrouve péle-mêle le taux de mortalité infantile, celui de survie à un accident vasculaire cérébral ou encore la confiance dans le gouvernement national. "Il est facile de déterminer l'efficacité de certains services, comme l'enseignement via les tests Pisa, explique M. Decock. Par contre, déterminer l'efficacité des soins de santé dans un pays est beaucoup plus compliqué. Nous avons donc décidé de nous baser sur certaines données qui nous semblent révélatrices. Si un Etat investit, par exemple, lourdement dans des campagnes contre le tabac et que le nombre de fumeurs d'un pays ne diminue pas, c'est que ces campagnes sont inefficaces." Ces chiffres sont-ils fiables? "Oui, ils proviennent de l'OCDE, d'Eurostat et de la Banque mondiale."

A noter que la Belgique a grappillé une

place en un an dans ce classement de "qualité des autorités" en se plaçant à la douzième place. "Cette faible remontée est due au fait que la Belgique est sortie plus vite de la récession que beaucoup de pays européens, poursuit Stijn Decock. On note aussi que les dépenses en Recherche et développement des entreprises ont augmenté en 2014." Par contre, en matière de marché du travail, notre pays pointe à la vingtième place. "Le niveau d'activité en Belgique est beaucoup trop bas. Nous n'enregistrons également aucun progrès en matière de bien-être et d'enseignement par rapport à l'année dernière."

Moins bien que le Portugal

Au final (et c'est la troisième partie de l'étude), la Belgique se retrouve donc vingtième en matière d'efficacité par rapport à l'impôt payé. Un classement qui est dominé par la Suisse, la Norvège et l'Estonie. Seules la France, l'Italie, la Hongrie et la Grèce font moins bien que la Belgique. Sans surprise, le Voka demande des réformes structurelles, surtout en matière de marché du travail pour que la situa-

"Des pays perçoivent moins d'impôt et font autant pour leurs citoyens."

STIJN DECOCK

Économiste en chef du Voka.

tion s'améliore. "Nous ne voulons pas d'un Etat minimal, comme aux Etats-Unis. Mais si le citoyen belge paie des impôts, il faut que cet argent soit utilisé de manière optimale, comme dans les pays scandinaves, par exemple. Ce sont des pays accueillants et équitables, où il existe un climat favorable pour les entrepreneurs", conclut M. Decock.

Raphaël Meulders

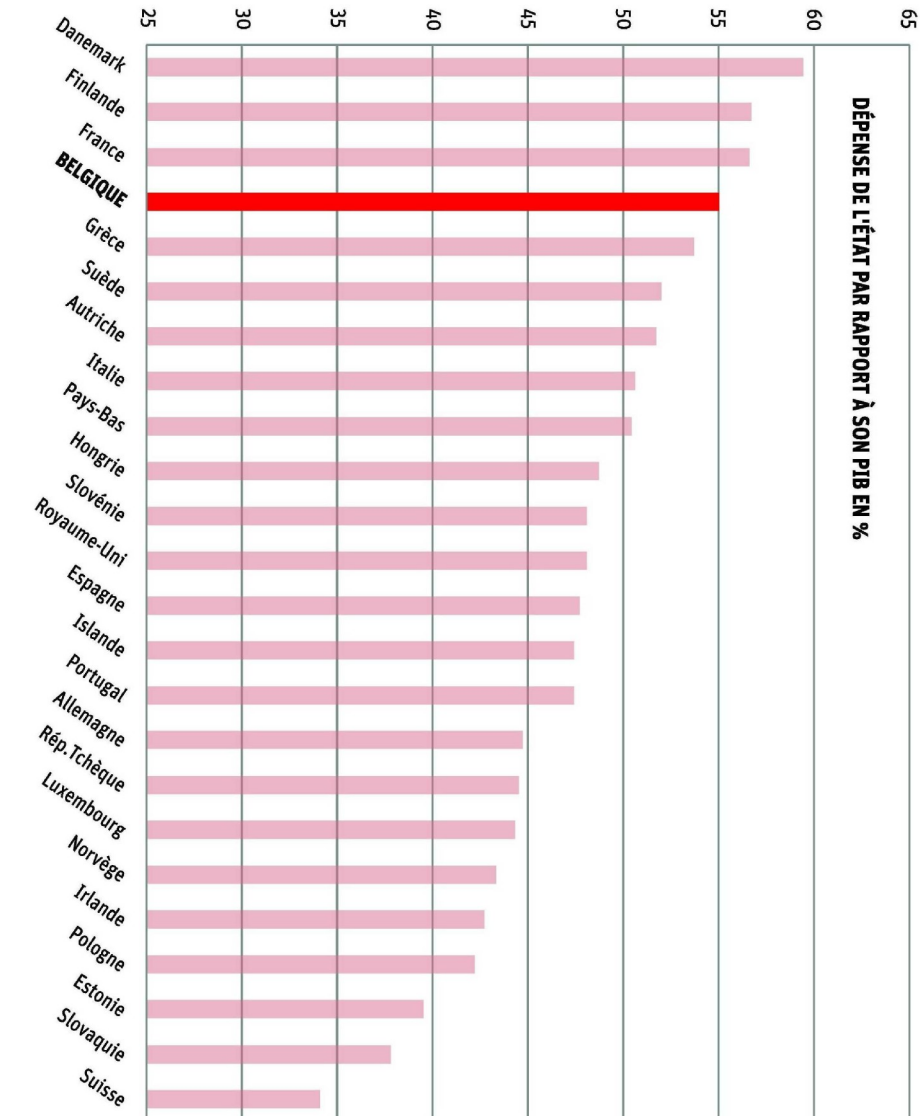
QUALITÉ DES AUTORITÉS

1	Suisse	74,49
2	Finlande	72,40
3	Suède	71,78
4	Norvège	69,50
5	Danemark	68,47
6	Pays-Bas	67,10
7	Allemagne	65,47
8	Islande	63,75
9	Luxembourg	63,30
10	Autriche	61,96
11	Estonie	57,48
12	BELGIQUE	57,18
13	France	56,76
14	Irlande	55,50
15	Royaume-Uni	55,21
16	Portugal	51,76
17	Slovenie	48,88
18	République Tchèque	48,68
19	Slovaquie	47,28
20	Espagne	46,19
21	Italie	45,62
22	Pologne	44,49
23	Hongrie	42,51
24	Grèce	32,57

En % par rapport à un index de 100

Efficacité des pouvoirs publics par rapport aux impôts payés

DÉPENSE DE L'ÉTAT PAR RAPPORT À SON PIB EN %



EFFICACITÉ DES ÉTATS PAR RAPPORT À L'IMPÔT PAYÉ

1	Suisse	100
2	Norvège	80,82
3	Estonie	78,04
4	Allemagne	76,32
5	Luxembourg	75,43
6	Slovaquie	73,16
7	Irlande	72,36
8	Islande	71,94
9	Suède	71,55
10	Pays-Bas	70,58
11	Finlande	67,16
12	Autriche	66,24
13	Royaume-Uni	65,95
14	République Tchèque	65,77
15	Pologne	65,63
16	Portugal	64,58
17	Danemark	62,69
18	Slovenie	62,11
19	Espagne	60,86
20	BELGIQUE	60,48
21	France	58,90
22	Italie	57,82
23	Hongrie	57,69
24	Grèce	47,92

En % par rapport à un index de 100

Source : Voka

PIB Graphics

DANEMARK

Souvent considéré comme un Etat efficace, le Danemark n'occupe que la 17^e position du classement de l'efficacité.

LA SUISSE EN TÊTE

D'après l'étude du Voka, la Suisse se montre la plus efficace en terme de gestion d'impôts.

Jean Hindriks: "Une étude idéologiquement orientée"

Jean Hindriks, professeur d'économie à l'UCL, a parcouru l'étude publiée par le Voka, l'organisation patronale flamande. Pour rappel, celle-ci arrive à la conclusion que la Belgique figure parmi les pays européens qui font le moins bon usage des impôts, taxes et cotisations sociales (plus d'informations ci-contre). Comme l'année dernière, notre pays occupe la 20^e position sur 24 en Europe.

Le professeur Hindriks émet une grosse réserve par rapport à la méthodologie employée par le Voka. *"L'indicateur de bien-être et de prospérité économique ne tient quasiment pas compte de notre système de pensions et de soins de santé, explique-t-il. Or, c'est principalement vers ces deux postes que sont orientées les dépenses publiques. Sur les 180 milliards d'euros prélevés annuellement en Belgique, 80 milliards d'euros servent à financer les pensions et les soins de santé"*.

Selon le professeur, il ne faut donc pas accorder une trop grande importance à cette 20^e position. *"Les pays qui ont un système de sécurité sociale de type social-démocrate sont pénalisés, ajoute-t-il. C'est un peu idéologique, on ne peut pas dire qu'un Etat est moins efficace parce qu'il intervient plus dans le domaine des pensions*

et des soins de santé. Par exemple, les Pays-Bas ont privatisé leurs soins de santé. Selon l'approche du Voka, cela augmente l'efficacité car ils ne tiennent pas compte de la prestation mais du coût". Les pays qui taxent le plus occupent d'ailleurs une position assez basse dans le classement de l'efficacité. Le mieux placé est la Suède (9^e), suivie de la Finlande (11^e), du Danemark (17^e), de la Belgique et de la France (21^e).

"L'enseignement pas bien évalué"

Parmi les 47 indicateurs retenus dans l'étude du Voka figurent tout de même le taux de suicide, d'obésité, le nombre de fumeurs, la mortalité infantile et le taux de survie à un accident vasculaire cérébral. Selon le professeur Hindriks, c'est néanmoins insuffisant. Il es-

time qu'une meilleure prise en compte de notre système de soins de santé ferait remonter la Belgique dans le classement.

Selon Jean Hindriks, d'autres éléments comme l'enseignement sont évalués de manière incomplète. *"Les tests Pisa permettent de comparer efficacement les pays entre eux, explique-t-il. Mais ils se limitent à comparer les performances des élèves à l'âge de quinze ans. Ils ne disent rien sur le décrochage scolaire, le redoublement. En outre, le Voka ne s'intéresse pas à la qualité de l'enseignement supérieur, alors que nous battons des records au niveau du taux d'échec"*.

Contrairement aux soins de santé, une prise en considération plus fine de l'enseignement pourrait donc faire baisser la Belgique dans le classement global de l'efficacité

de l'impôt. *"Il n'est pas sûr que la Belgique gagnerait des places si tout était bien pris en compte"*, remarque d'ailleurs Jean Hindriks.

L'économiste pointe d'autres éléments qui influencent de façon erronée l'indicateur d'efficacité de l'impôt: la prise en compte du taux de corruption alors que la Belgique est pénalisée par la présence massive des lobbys à Bruxelles, du taux de suicide alors que de nombreux facteurs extérieurs comme le climat sont prépondérants, du taux de confiance dans le gouvernement alors qu'il s'agit d'une valeur très variable...

"Une approche employeurs"

En revanche, Jean Hindriks voit de nombreux éléments positifs pris en compte dans l'étude. *"C'est une approche employeurs qui s'intéresse à la compétitivité, au dynamisme des marchés, précise-t-il. Le fait de retenir le nombre d'étudiants dans les filières technologiques et scientifiques est très important. Ils évaluent aussi le*

taux d'entrepreneurs, le nombre de start-up, le temps pour créer une entreprise, le taux d'emploi, la formation, la recherche et développement. Tout cela est intéressant à prendre en compte".

Laurent Lambrecht

"Les Pays-Bas ont privatisé leurs soins de santé. Selon l'approche du Voka, cela augmente l'efficacité car ils ne tiennent pas compte de la prestation mais du coût."

JEAN HINDRIKS

Professeur d'économie
à l'UCL.